

Université de Limoges : « Trouver un équilibre entre les urgences et les projets d'avenir » (I. Klock)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°216716 - Publié le 06/05/2021 à 15:00
Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 07/05/2021 à 07:25

« C'est un moment de changement pour l'université, car nous ne portons pas du tout la même politique et vision que l'équipe précédente [présidée par Alain Célérier] », déclare [Isabelle Klock-Fontanille](#), nouvelle présidente de l'Université de Limoges, à News Tank, le 03/05/2021.

Imprimer

Professeure des universités, ancienne directrice du Centre de recherches sémiotiques et de l'Institut de recherche SHS (Sciences humaines et sociales), et à la tête de la liste « Unilim, ce qui nous lie », elle a été élue avec 25 voix sur 34 votants le 05/01/2021, après le retrait de la course du président sortant.

Ce dernier portait un projet de création d'EPE (Etablissement public expérimental) qui avait été fragilisé par l'échec de la labellisation Insa (Institut national des sciences appliquées) pour l'école d'ingénieurs Ensil-Ensci (Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Limoges-Ecole nationale supérieure de céramique industrielle), et auquel s'était opposée Isabelle Klock-Fontanille.

Pour autant, la nouvelle équipe doit aussi assurer une forme de continuité : « Ce qui est un peu compliqué c'est que nous allons signer le CPER (Contrat de plan État-région) préparé par l'équipe précédente qu'il n'est pas question de défaire totalement, et que nous sommes aussi en pleine évaluation Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur). Il est difficile d'engager un projet très différent, car la continuité du service public est importante dans l'université », indique la présidente.

« Nous essayons de trouver un équilibre entre les urgences à gérer, au vu de la situation sanitaire et des dossiers qui s'imposent à nous, et les projets d'avenir », comme en matière de politique de site, avec la fin programmée de la Comue (Communautés d'universités et d'établissements) Léonard de Vinci.

Elle annonce par ailleurs le lancement d'un audit institutionnel. « Il y a eu une restructuration de l'université il y a quelques années en grands pôles, et nous avons le sentiment que c'est devenu une usine à gaz qui a renforcé le fossé entre les services et composantes, et nous voulons réinterroger ce modèle », dit-elle.

Politique de site : vers une coordination territoriale à l'échelle du Limousin

La Comue (Communautés d'universités et d'établissements) Léonard de Vinci à laquelle appartient l'Université de Limoges va disparaître en décembre 2021, l'Université de Poitiers ayant annoncé son souhait de se retirer. « Il y a des choses que l'on choisit et d'autres que l'on subit comme la fin de la Comue, ou le refus de la labellisation Insa (Institut national des sciences appliquées) pour l'école d'ingénieurs Ensci-Ensil (Ecole nationale supérieure d'ingénieurs de Limoges-Ecole nationale supérieure de céramique industrielle), et que nous devons prendre en compte dans notre politique de site », indique Isabelle Klock-Fontanille.

L'université s'oriente selon elle, vers une convention de coordination territoriale à l'échelle de l'ancienne région du Limousin. « Nous avons un premier rendez-vous au Mesri (Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation) dans quelques semaines pour avancer sur cette discussion », dit-elle.

Pourquoi cette échelle de l'ancienne région, fondue désormais en Nouvelle Aquitaine ? « Elle nous semble cohérente, car l'identité de l'université passe par le territoire : région et université sont nées en même temps dans les années 1960, ont grandi ensemble, elles se sont épaulées. Même si nous sommes désormais situés en Nouvelle-Aquitaine, rejoindre la coordination territoriale de Bordeaux ne me semble pas intéressant, ni la solution la plus efficace. Ce qui ne nous empêchera pas d'avoir des relations fructueuses avec nos voisins, et notamment l'Université de Poitiers. »

Ensuite, il s'agit de réfléchir avec quels partenaires s'associer, et les compétences et services à mutualiser dans cette coordination. « Ce qui fonctionnait bien avec la Comue, c'était les formations doctorales, mais elles ont été rapatriées dans les établissements avant la fin de la Comue, ou encore Aliénor Transfert... et c'est à peu près tout. Faut-il aller plus loin ? C'est à discuter. On pense qu'il faudra en tout cas une plus grande articulation des formations à l'échelle du territoire. »

Des perspectives de développement en recherche

Parmi les chantiers en cours : la mise en place de l'outil Caps'UL (cellule d'appui aux projets UL (Université de Limoges)) qui entend accompagner les enseignants-chercheurs au montage et au dépôt de projets de recherche au niveau européen et international. « Les collègues sont déjà très actifs à ce niveau, mais il s'agit d'aller un cran plus loin, en combinant les apports de différentes entités (valorisation de la recherche, fondation partenariale, le centre de co-conception Codemaker, etc.) », indique la présidente.

Caps'UL entend aussi être un bureau d'information « et un point d'entrée pour des partenaires qui veulent développer un projet avec l'université, car on ne sait pas toujours qui fait quoi dans l'université ».

La nouvelle équipe souhaite aussi soutenir le développement de formations et recherches dans le secteur de la santé, autour du concept de "One Health" : « cela va se concrétiser par un nouveau bâtiment de recherche intitulé Oméga Health, et l'implantation d'une cinquième année d'école nationale de vétérinaire. Tout ce qui est structurant et permet de faire monter l'université sur ce secteur nous intéresse. »

En revanche, il ne s'agit pas de revoir l'organisation de la recherche.

« Nous avons des instituts intercomposantes (santé, SHS (Sciences humaines et sociales), sciences, droit) qui ont été créés il y a quelques années pour donner plus de visibilité à certaines spécialisations où notre expertise est reconnue. Ces instituts fonctionnent très bien et garantissent cette interdisciplinarité. Nous devons juste les aider à travailler davantage ensemble, et c'est pourquoi nous avons une vice-présidence interdisciplinarité », indique la présidente qui était à la tête de l'Institut SHS.

Autre priorité : la science ouverte, la diffusion et le partage scientifique qui ont aussi une vice-présidence, « ce qui va aider à faire connaître aux uns et autres ce qui se fait, et va faire le lien avec la société. La recherche est participative, d'autant plus quand elle est publique : il doit y avoir des retombées et une transparence vis-à-vis des moyens engagés par l'État ».

Une gouvernance resserrée, le fonctionnement des instances revu

Interrogée sur son approche en matière de gouvernance, la nouvelle présidente met en avant deux impératifs selon elle : « être la présidente de tout le monde, et avoir un fonctionnement très collectif, mais efficace ». Elle a ainsi fait le choix d'avoir un nombre « relativement limité de vice-présidents, afin de mieux souligner les missions qui sont en lien avec notre projet », et des VP (Vice-président(e)) « n'ayant jamais participé auparavant à la gouvernance centrale, c'est donc une équipe jeune dans l'expérience ».

Pour le choix de ses VP, elle indique avoir analysé les résultats de l'élection, « en particulier le collège B des maîtres de conférences qui a majoritairement voté pour nous, et qui appelait donc à un changement. C'est pourquoi le VP CA (Conseil d'administration) est un MCF (Maître.sse de conférences) HDR (Habilitation à diriger des recherches) et pas un PR (Professeur des universités). »

Autre constat selon elle : « lors de la campagne, nous avons entendu les "hébergés" regretter de ne pas participer davantage à la gouvernance, et donc nous avons deux VP qui sont chercheurs CNRS (Centre national de la recherche scientifique). Nous avons aussi deux Prag (Professeur agrégé). » Parmi eux : un enseignant de l'IUT (Institut universitaire de technologie) d'Egletons.

« Nous sommes aussi très sensibles au fait que l'université est implantée sur plusieurs sites. Avoir un VP basé à Egletons qui est un lieu reconnu au niveau international pour son expertise sur le BTP (Bâtiment et travaux publics), envoie le signal d'une gouvernance décentralisée. »

La présidente a aussi choisi une MCF spécialisée sur les questions de RH (Ressources humaines) pour être VP RH et dialogue sociale, « car nous avons aussi beaucoup entendu pendant la campagne parler de mal-être au travail, notamment de nos personnels Biatss (Bibliothèques, Ingénieurs, Administratifs, Techniciens, Social, Santé) ».

Des référents pour des missions pérennes sans portage politique et des chargés de mission ponctuels

Au-delà des vice-présidents, l'équipe présidentielle s'appuie sur :

- des référents, « qui portent des missions pérennes pour lesquelles on estime qu'il n'y a pas besoin de portage politique (comme sur le patrimoine ou le numérique) ;
- des chargés de mission pour travailler sur des problématiques venant du terrain, sur un temps limité, et que je confie à des personnes expertes, qu'ils soient enseignants, étudiants ou administratifs. Au début de mon mandat, nous avons finalisé un projet de campus connecté pour Brive, et donc j'ai choisi de confier une mission de six semaines à une ingénieure pédagogique sur ce projet. Nous allons rénover les statuts et donc nous allons avoir une mission là-dessus. Je prévois aussi une mission sur les Staps (Sciences et technologies des activités physiques et sportives), et c'est un collègue spécialiste de la littérature du sport que j'ai missionné. »

Un sujet n'est pas encore tranché : celui des écoles doctorales. « Nous n'étions pas tout à fait d'accord au sein de mon équipe sur le degré de portage politique, donc nous l'avons organisé sous forme de mission jusqu'en octobre et nous déciderons alors s'il faut en faire une vice-présidence ou pas. »

Une réorganisation des instances

« Nous avons voulu redonner aux conseils leur rôle, pour qu'ils redeviennent ce qu'ils n'étaient plus vraiment, à savoir des lieux où il y a de la controverse, et pas juste des chambres d'enregistrement », indique la présidente.

Selon elle, l'équipe précédente avait mis en place des commissions préparatoires aux instances, « où tout était déjà traité. Nous avons souhaité que ces discussions se fassent de nouveau pendant les réunions des conseils pour l'ensemble des sujets. »

Par ailleurs, le bureau « où sont discutés tous les 15 jours les grands axes stratégiques de l'université, de manière collégiale, a été élargi aux doyens et directeurs, avec voix délibérative ».

La problématique du plafond d'emploi Etat

La nouvelle présidente indique que l'université est toujours engagée dans un plan de retour à l'équilibre financier, « *et nous sommes en train de remonter la pente. La grande problématique c'est le nombre d'emplois, et notamment le plafond État que nous avons explosé, ce qui nous laisse sans marge de manœuvre, et ce même si nous n'avons pas de problèmes de ressources propres, car nous ne souhaitons pas recruter sur des types d'emploi précaires* ».

Un enjeu qu'il est « *parfois compliqué pour les collègues de comprendre, celui de dissocier la masse salariale des emplois supports. Nous avons fait remonter l'analyse au Mesri et sommes en train d'y travailler.* »

Si des moyens avaient été obtenus par l'équipe précédente, ils devaient servir à l'amorçage de l'Insa, « *sauf que le projet n'a finalement pas vu le jour, et donc nous avons demandé au Mesri à pouvoir redéployer ces moyens, et nous attendons une réponse.* »

Isabelle Klock-Fontanille

Présidente @ Université de Limoges

Membre senior @ Institut universitaire de France (IUF)

Professeure des universités en sciences du langage @ Université de Limoges

→ [Consulter la fiche dans l'annuaire](#)

Parcours

Depuis janvier 2021	Université de Limoges Présidente
2019 - 2020	Université de Limoges Directrice de l'Institut de recherche Sciences de l'Homme et de la société
2016 - 2020	Institut Catholique de Paris (ICP) Directrice de l'École des langues et civilisations de l'Orient Ancien
2016 - 2020	Université de Limoges Membre de la commission recherche
Février 2013 - décembre 2020	Université de Limoges Directrice du Centre de recherches sémiotiques

+

Université de Limoges

Catégorie : Université

Adresse du siège

33 rue François Mitterrand
87032 Limoges Cedex 1 BP 23204 France

→ [Consulter la fiche dans l'annuaire](#)

Fiche n° 2197, créée le 20/06/2014 à 04:35 - Màj le 20/06/2014 à 16:36